

Richard Wolff : La guerre en Iran fait s'effondrer l'empire américain, la crise a déjà commencé

L'économiste et professeur Richard Wolff aborde ce que Trump et les commentateurs refusent d'admettre : un effondrement économique majeur est déjà en cours et il est en train de défaire l'empire américain. Le professeur Wolff en explique les détails dans cette émission incontournable. <https://www.democracyatwork.info/> <https://www.youtube.com/@UCK-6FjMu9OI8i0Fo6bkW0VA> AIMEZ la vidéo et abonnez-vous pour plus d'analyses géopolitiques approfondies. Partagez vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : <https://twitter.com/DannyHaiphong> Telegram : <https://t.me/DannyHaiphong> Soutenez la chaîne d'autres manières : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritho> #richardwolff #iran#economy

#Danny

Bienvenue à nouveau dans l'émission, tout le monde. Avec moi aujourd'hui, le professeur et économiste Richard Wolff. Alors, d'abord, les nouvelles. La guerre en Iran continue de déstabiliser l'empire américain et d'alimenter l'effondrement économique. Un nouveau rapport d'analyse publié dans le *L.A. Times* montre que les conséquences économiques de cette guerre sont encore plus fortes que prévu. Selon ce rapport, la guerre en Iran a coûté à un foyer américain moyen entre sept cent soixante-quinze et mille sept cents dollars, d'après l'American Enterprise Institute. Et l'économiste Paul Krugman indique également que cette guerre a porté un coup sévère à l'empire financier du dollar américain.

Selon Krugman, même les pays du Golfe, y compris les Émirats arabes unis, envisagent désormais des systèmes de paiement en yuan. Cela donne un coup de pouce régional au CIPS chinois, une alternative au réseau SWIFT, et remet sérieusement en cause la domination du dollar américain. On apprend aussi que les prix du pétrole ont augmenté d'un pour cent, malgré les discussions autour du protocole d'accord. En grande partie parce que la réunion d'aujourd'hui à Doha était pleine d'incertitudes, la guerre pouvant éclater à tout moment. Le professeur Richard Wolff est avec nous pour commenter ces derniers développements. Professeur Wolff, quelle est votre réaction à tout cela

? En particulier, au fait que, malgré tout l'enthousiasme économique autour de cette phase de négociations sur la guerre avec l'Iran, on sent qu'il y a beaucoup de tensions sous la surface. Aidez-nous à comprendre ce que tout cela signifie, surtout pour l'empire américain.

#Richard Wolff

Oui, je serais ravi d'essayer de faire ça. Je pense que la clé, pour comprendre tout ça, c'est qu'il se passe bien plus de choses qu'une simple guerre entre l'Iran d'un côté et les États-Unis de l'autre. Et quand on prend en compte les autres enjeux, si on peut dire, qui sont impliqués, alors il devient clair, je crois, que d'un côté, l'Iran essaie de comprendre — et ce n'est pas simple — comment tirer parti de l'énorme augmentation de sa puissance, de son influence dans le monde, et plus largement de la place que l'Iran occupe désormais dans l'économie mondiale, grâce à ce qu'il a accompli dans cette guerre.

De la même façon, de l'autre côté, les États-Unis se demandent quoi faire face au déclin de leur position économique mondiale. Cette guerre perdue leur a déjà coûté cher, et elle risque de continuer à le faire, comme le montrent très bien les extraits que vous avez choisis. Je pense que c'est ça, le fond du problème. Et puis il y a cette incertitude... Le fait que, par moments, le week-end dernier, on a eu l'impression que le protocole d'accord et la fin, soi-disant, de la guerre n'étaient qu'un mirage. Que tout était fini, et qu'on allait reprendre les frappes, les bombardements, les drones, les missiles, comme on l'avait fait dans les mois qui ont suivi le vingt-huit février. Et maintenant, c'est encore une fois : un coup c'est fini, un coup ça repart.

Ce n'est même pas clair, quand on lit les articles attentivement, si les personnes envoyées au Moyen-Orient par les États-Unis et par l'Iran vont réellement se rencontrer et discuter sur place, ou pas. Et si elles le font, on ne sait pas quand. Et comme si ça ne suffisait pas, il y a ici d'autres problèmes assez étranges. D'abord, le mémorandum d'accord n'en est un qu'entre deux des nombreux acteurs impliqués dans cette guerre. Par là, je veux dire au moins les Israéliens et le Hezbollah, un mouvement à l'intérieur du Liban. Je ne parlerai même pas du gouvernement libanais, parce qu'il est à peine présent. Mais je parlerai bien du Hezbollah, qui n'a pas accepté cet arrangement, pas plus que les Israéliens, qui ne l'ont pas accepté non plus et qui le disent très clairement.

Le Hezbollah, dans la mesure où il est en contact avec l'Iran, les Houthis et le Hamas, pourrait probablement suivre si l'Iran le fait. Mais on ne peut pas aller plus loin que ça. Israël, de son côté, a été très clair : ils n'ont aucune intention de suivre. Et même si, par hypothèse, ils le faisaient, ce serait aussitôt contredit par ce que disent, littéralement chaque jour, plusieurs membres du cabinet de Monsieur Netanyahu : qu'ils n'en veulent pas, qu'ils ne participeront pas, et qu'ils quitteront le gouvernement si cela arrive. Ce qui signifierait l'effondrement du gouvernement. Et donc, on en revient à la question : que se passe-t-il ensuite ? Quand on met tout ça bout à bout, on se retrouve dans une situation complètement renversée, pleine d'incertitudes. Et quiconque vous dit que les choses vont sûrement aller dans un sens ou dans l'autre, eh bien, joue avec des prédictions que personne, en réalité, ne peut faire.

#Danny

Quel est l'impact réel de cette incertitude, dans cette guerre qui s'éternise, maintenant que, comme vous l'avez dit, elle pourrait reprendre à tout moment ? Parce que, malgré l'optimisme de l'administration Trump, on voit bien partout qu'il y a beaucoup d'inquiétudes. À tout moment, il pourrait y avoir, par exemple, une forte hausse des prix du pétrole à cause d'une reprise des combats. Alors, quel est l'effet concret de tout ça, sur les gens aux États-Unis, sur l'économie mondiale ? En quoi cette incertitude influence-t-elle tout cela ?

#Richard Wolff

Eh bien, le mot clé ici, c'est l'incertitude. Et l'incertitude, qui fait partie de la vie, a toujours été un vrai problème pour les gens. Les êtres humains ont une manière bien à eux de gérer cette incertitude, souvent en essayant, de façon un peu illusoire, de la faire disparaître comme par magie. Dans mon domaine, l'économie, on est obligé de faire face à l'incertitude. Chaque investissement, par exemple, dans n'importe quelle entreprise, implique une décision : dépenser de l'argent maintenant pour construire une usine, monter un bureau, ouvrir un magasin, acheter des matières premières, embaucher des salariés. Mais on ne gagne de l'argent que plus tard, quand la production démarre, que les employés ont fait leur travail, et que le produit ou le service est prêt à être vendu. Il y a donc un passage du temps. Il faut investir dès maintenant pour lancer le processus, mais les revenus, eux, n'arriveront que des semaines, des mois, voire des années plus tard.

Et tu ne sais pas — c'est ça, l'incertitude — à quoi ressembleront les circonstances. Tu ne sais pas à quel prix tu pourras vendre ta production. Peut-être que ce sera ce que tu imagines, mais ça peut être plus haut, ou plus bas. Il n'y a aucun moyen d'échapper à cette incertitude. Alors, que faire ? Eh bien, dans mon domaine, certains pensent qu'ils peuvent y mettre une probabilité : ils disent qu'il y a vingt pour cent de chances que ça arrive. Oui, mais ça aussi, c'est incertain. Pourquoi vingt ? Peut-être vingt-cinq. Peut-être seulement quinze. Soit tu comprends que l'incertitude, c'est le fait de ne pas savoir, soit tu trouves ça tellement angoissant que tu préfères faire comme si ça n'existait pas. Pourquoi c'est important ? Parce que l'incertitude autour de cette guerre, c'est ce que tout le monde, partout dans le monde, ressent — et je dois vraiment insister là-dessus, Danny, parce que c'est essentiel.

Tous les pays du monde, sans exception, et la plupart des grandes entreprises et sociétés, font face aujourd'hui à cette incertitude. En plus de toutes les autres incertitudes qui pèsent déjà sur chaque économie, il y en a maintenant une nouvelle. Laquelle ? C'est le fait que le détroit d'Ormuz est bloqué, fermé, ou partiellement fermé, ce qui limite la circulation du pétrole, du gaz, et de tous les produits dérivés : les engrais, l'hélium, le carburant pour avions, les matériaux pour moteurs, et ainsi de suite. Tout cela devient plus ou moins probable, à des prix plus ou moins élevés... bref, rien n'est

sûr. Et pourtant, les entreprises doivent prendre des décisions. Si vous travaillez dans l'agriculture et que vous avez besoin d'engrais, que faites-vous quand la livraison prévue pour le quinze mars n'arrive jamais ?

Parce que ce pétrole est quelque part, dans un tanker ou sur un quai, et on ne sait pas, même s'il recommençait à arriver, si ce serait vraiment fiable ou pas. Et la réponse, c'est que non, ce n'est pas sûr. Et maintenant, il faut ajouter qu'il y en a d'autres. Il y a le détroit de Malacca, il y a le canal de Panama. Si on les additionne, on se rend compte qu'ils sont tous, en réalité, incertains. Et parmi les autres ajustements en cours, il y a des pays qui regardent leurs côtes, qui se demandent si, non seulement ils subissent les conséquences de ce qui se passe en Iran, mais s'ils ne pourraient pas, d'une certaine manière, réagir à cette situation en introduisant eux-mêmes une part d'incertitude dans leurs eaux, le long de leurs côtes, dans leurs eaux territoriales, pour compenser les pertes liées à ce qui se passe dans le détroit d'Ormuz.

Quand on met tout ça bout à bout, voilà l'impact sur le monde. C'est un choc. Et l'une des premières choses que font les entreprises et les pays face à un choc, c'est de se demander — et ça prend du temps — quelle est la meilleure option dans cette situation d'incertitude. Par exemple, je vais vous en donner quelques-unes. Peut-être qu'on devrait, dans notre entreprise, passer des camions à essence — dont le carburant devient dangereusement rare dans beaucoup de pays d'Asie — à des véhicules électriques. Ce qui voudrait dire acheter davantage de véhicules chinois, parce qu'en ce moment, ce sont eux qui offrent la meilleure qualité au meilleur prix sur la planète. C'est donc une bonne nouvelle pour les exportations chinoises, mais pas pour celles des autres. Est-ce que ça se produit ? Bien sûr. Dans quelle mesure ? Personne ne le sait vraiment. Il faudra du temps pour le comprendre.

Voici une autre réponse. On devra peut-être se procurer notre engrais ailleurs. Mais où, exactement ? Du coup, le prix de l'engrais augmente. Et là, certaines entreprises, dans d'autres régions du monde, vont être tentées de se lancer dans la production d'engrais. Elles ne l'avaient jamais fait avant. Elles vont avoir besoin de main-d'œuvre, de machines, d'entrepôts. Mais tout ça coûte très cher. Alors elles vont se demander : est-ce qu'on y va ? Est-ce qu'on n'y va pas ? Et vous voulez que je vous donne une réponse ? Personne ne peut le faire. C'est pour ça que, quand vous lisez un article, ce que vous lisez, c'est souvent une forme de sélection des faits. Si on choisit certains exemples, la situation paraît très sombre. Si on en choisit d'autres, elle semble plutôt encourageante. Le problème, c'est que ce n'est ni tout à fait l'un, ni tout à fait l'autre.

Soit on affronte la réalité de l'incertitude, soit on ne le fait pas. Et il y a un dernier point qu'il faut prendre en compte quand on parle du capitalisme. Le capitalisme, qui est le système dominant dans le monde, porte en lui une instabilité profonde. Tous les quatre à sept ans, il s'effondre, partout sur la planète. C'est comme ça depuis trois siècles. On a tout essayé pour y faire face, pour le gérer. Rien n'a vraiment marché. Dans les années trente, quand on a connu le pire krach de l'histoire du

capitalisme, un tout nouveau courant économique a été développé par John Maynard Keynes, en Grande-Bretagne. On l'a appelé l'économie keynésienne. Son objectif principal, c'était d'expliquer ce que le gouvernement doit faire pour essayer de limiter les dégâts causés par cette instabilité.

Depuis, a-t-on réussi à mettre fin aux crises ? Aux récessions, aux krachs, aux dépressions ? Non. Il y en a eu une en deux mille, le fameux krach des dot-com. Une autre en deux mille huit, le krach des subprimes. Et encore une en deux mille vingt, le krach lié à la pandémie. On leur donne des noms différents parce qu'on a peur d'affronter la réalité : ces crises sont toujours là. En gros, tous les quatre à sept ans. Et si la dernière remonte à deux mille vingt... devinez quoi ? On arrive à nouveau à ce moment-là. Alors, en plus de tous les chocs et de toute cette incertitude, il y a cette inquiétante réalité : on est peut-être au bord d'un nouveau ralentissement.

Et Dieu sait ce qui pourrait arriver si on avait la coïncidence d'un ralentissement économique périodique avec ce crash particulier de la guerre en Iran. C'est une raison de plus pour laquelle, si un économiste compétent avait été présent pour conseiller le Président et Monsieur Netanyahu, en plus de toutes les autres raisons qui sautent maintenant aux yeux, il n'aurait pas fallu attaquer l'Iran le vingt-huit février. Je vous en donne deux de plus : l'incertitude et le cycle. Ce n'est pas une bonne idée. Et si je devais conseiller les Européens, alors qu'ils se rassemblent pour faire la guerre à la Russie, je leur dirais que c'est la même erreur terrible de leur part. Et ils en souffriront. Malheureusement, le peuple européen dans son ensemble, tout comme le peuple russe, en souffrira aussi. Et c'est une catastrophe qui se déroule sous nos yeux.

#Danny

Oui, et vous avez parlé de crise économique et d'effondrement, professeur Wolff. Je voulais justement revenir là-dessus, parce qu'on en parle de plus en plus en ce moment. En fait, on dirait que beaucoup d'économistes traditionnels préfèrent se concentrer sur l'écart entre le comportement des marchés boursiers et les indicateurs économiques. Mais la réalité, c'est autre chose : le coût de la guerre en Iran, par exemple, ou le fait que les Américains paient environ sept dollars la livre de bœuf haché. Tout ça semble être un point de tension majeur, un possible déclencheur de cet effondrement économique.

Peut-être que vous pourriez parler des conséquences de la guerre sur l'Iran. Parce que, vous savez, il y a encore des milliers de navires qui n'ont pas pu quitter le détroit d'Ormuz, et il est peu probable qu'ils puissent le faire de sitôt. Et puis, il y a le coût de tout ça, un coût que, semble-t-il, les économistes traditionnels et l'administration Trump préfèrent ignorer. Mais certains tirent la sonnette d'alarme, en disant que oui, les coûts de cette guerre vont durer, et que les conséquences de ces coûts vont s'aggraver avec le temps. Alors, où est-ce que tout cela nous mène ? Comment expliquez-vous ce qui se passe quand tous ces éléments se combinent ?

#Richard Wolff

Eh bien, je veux dire, encore une fois, il faut comprendre la complexité d'une économie moderne. Nous, les États-Unis, sommes aujourd'hui engagés dans la guerre en Europe. Nous fournissons les armes, le renseignement — tout cela coûte extrêmement cher. Des centaines de milliards de dollars ont déjà été versés dans la guerre en Ukraine, et ça continue. Deuxième point, il y a la guerre au Moyen-Orient. Je veux rappeler que les États-Unis et Israël ont attaqué l'Iran il y a un an, en juin dernier, puis à nouveau en février de cette année. Ce conflit est loin d'être terminé. Nous avons des opérations navales en Méditerranée, toujours centrées sur tout cela. Et puis, nous avons une autre flotte, la Septième Flotte, autour de Taïwan, en Asie. Nous sommes un pays de plus en plus engagé dans les guerres. Le président Trump a proposé d'augmenter le budget de la défense pour l'année à venir, en le faisant passer du niveau actuel — environ neuf cents milliards de dollars — à mille cinq cents milliards.

#Richard Wolff

C'est une augmentation de soixante-cinq pour cent en un an, d'une année sur l'autre. C'est un transfert massif de ressources vers la guerre. Je veux rappeler aux gens qu'on dépense de l'argent pour un missile qu'on envoie quelque part dans les montagnes d'Iran, où il n'y a personne, d'ailleurs, parce qu'on ne sait pas où ils ont tout mis sous terre. Et ils ont montré qu'ils savaient le faire d'une manière face à laquelle les États-Unis ne sont absolument pas préparés. Donc, on fait exploser tout ça, et ensuite il faut remplacer tout le matériel. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les ressources consacrées à la guerre ne tombent pas du ciel. Ce sont des ressources qu'on retire à d'autres choses.

Par exemple, souvenez-vous d'Elon Musk, debout là, avec sa tronçonneuse, en train de se débarrasser de cette agence gouvernementale. Eh bien, certaines de ces agences étaient consacrées à l'étude des maladies animales — vous savez, du genre de parasite comme la mouche à vis, qui cause des ravages dans les troupeaux de bétail partout dans la moitié ouest du monde, y compris dans les élevages de bœuf aux États-Unis. Eh bien voilà ! Il se trouve qu'une politique gouvernementale qui détourne les ressources de la recherche scientifique, en s'en moquant, pour les transférer vers la production de missiles — et en prenant ça très au sérieux — explique en partie pourquoi on doit payer environ sept dollars la livre pour du bœuf haché. Et on va devoir faire toutes sortes de choses de ce genre.

On ne construit plus de logements dans ce pays. Pourquoi ? Eh bien, on a réussi à maintenir les salaires à un niveau bas, alors que le prix des maisons, lui, n'a cessé d'augmenter, et ce, de façon assez régulière depuis une vingtaine d'années. Les revenus des Américains n'ont pas du tout suivi, et donc, de plus en plus d'entre eux n'ont plus les moyens d'acheter une maison. Résultat : les promoteurs ne construisent plus les logements qu'ils construisaient autrefois. Les seules maisons qu'ils bâtissent aujourd'hui sont destinées aux très riches. Et même si leur nombre augmente, ça reste une toute petite minorité comparée à la majorité qui ne peut plus se le permettre. Eh bien, tout ça, ça change profondément le pays. Et tout cela est lié à cette obsession pour la guerre.

Et si vous voulez vraiment comprendre ce que cette guerre nous coûte, je comprends les petits calculs que certains font, mais on ne parle pas de mille ou deux mille dollars. On parle de bien, bien plus que ça. Et sur de nombreuses années à venir, dont beaucoup sont encore dans le futur. Là encore, l'incertitude rend très difficile le fait de chiffrer tout ça. Mener une guerre à l'époque moderne, c'est extrêmement coûteux. Mener une guerre à des milliers de kilomètres, c'est encore bien plus cher. Les États-Unis aiment penser qu'ils peuvent contrôler le monde. Qu'ils vont affronter la Chine à propos de Taïwan. Qu'ils vont se battre au Moyen-Orient contre l'Iran. Qu'ils vont se battre avec les Européens contre les Russes. Vraiment ? Vraiment ?

Tu penses que tu peux faire tout ça ? Alors, laisse-moi te rappeler quelque chose, en historien. Tous les empires de l'histoire du monde — le romain, le grec, l'ottoman, le hollandais, le britannique, le français, l'allemand — tu sais ce qui les a finalement détruits ? Ce qui a fait tomber leurs empires ? La démesure. Le fait de ne pas comprendre leurs propres limites, de s'imaginer qu'ils pouvaient repousser les barbares, quels qu'ils aient décidé que ces barbares étaient. Et puis, au bout du compte, ils n'y arrivaient pas, et ils se sont effondrés eux-mêmes, à cause de cette démesure, faute d'avoir compris ce que l'histoire des empires aurait dû leur enseigner. Aujourd'hui, c'est le tour des États-Unis, à mesure que notre empire décline. Est-ce qu'on va retenir la leçon, ou est-ce qu'on va devenir un autre triste exemple ?

#Danny

Alors, pour rebondir sur ce point, le professeur Wolff, vous le connaissez sans doute. Je ne suis pas un grand fan de lui, mais il a été, bien sûr, l'économiste phare du New York Times pendant très longtemps, Paul Krugman. Il a publié un article que j'ai trouvé très intéressant, où il parle de l'humiliation du dollar autrefois tout-puissant. Et je vais juste en lire un court passage, où il dit que le fiasco iranien a montré qu'utiliser le dollar et garder l'accès au système bancaire américain, même si c'est pratique, n'est pas indispensable.

La capacité de l'Iran à résister à la pression américaine montre que les sanctions des États-Unis sont aujourd'hui bien moins efficaces qu'autrefois. Les acteurs dits « voyous » peuvent désormais utiliser le yuan chinois et le CIPS, le système de paiement interbancaire chinois, pour contourner ces sanctions. Et comme on le voit avec les pays du Golfe, même des alliés des États-Unis envisagent maintenant d'adhérer aux systèmes de paiement alternatifs proposés par la Chine. Alors... professeur Wolff, quel impact cela a-t-il sur l'économie mondiale dans son ensemble ? Et plus précisément, sur la domination — ou peut-être faudrait-il dire le déclin — de l'empire américain ?

#Richard Wolff

Eh bien, l'impact est énorme. Je ferais juste une petite précision. Le déclin du dollar avait déjà commencé depuis plusieurs années, bien avant que ces affrontements en Iran n'éclatent. Il faut bien comprendre qu'une partie du déclin de l'empire américain, c'est aussi le déclin du dollar. Regardez, après la Seconde Guerre mondiale, le monde, qui avait l'habitude d'utiliser une monnaie mondiale

appelée la livre sterling, a mis celle-ci de côté pour passer au dollar américain. Les Britanniques avaient été détruits par les deux guerres mondiales. Leur empire leur a été pratiquement arraché par la révolte des peuples colonisés, menée notamment par ceux d'Inde. Leur empire s'est littéralement désintégré.

Les Américains sont intervenus directement pour combler le vide laissé par l'Empire britannique. Et ils ont ensuite décrété que, désormais, c'était eux qui dirigeaient. Leur monnaie pouvait, et devait, devenir la référence mondiale. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Ça s'est produit parce que les États-Unis étaient le grand producteur. Tous les autres pays avaient été dévastés par la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis exportaient partout. Pour vous donner une idée, environ vingt-cinq millions de Russes sont morts pendant la guerre. Du côté américain, on parle d'environ quatre cent mille morts. Il faut bien comprendre que c'est la différence entre une souris et un éléphant. L'impact sur la Russie reste, encore aujourd'hui, immense. Et l'impact sur les États-Unis, en comparaison, est relativement limité.

Il faut bien comprendre que c'est ça qui a rendu le dollar tout-puissant, le fameux dollar tout-puissant. Aujourd'hui, l'empire, pour de nombreuses raisons, a dépassé son apogée et il est sur le déclin. Le dollar, lui, est de moins en moins la monnaie mondiale. Il reste important, bien sûr, mais moins qu'avant. Et avant la guerre avec l'Iran, la plupart des gens, moi y compris, pensaient que ce serait un déclin long et progressif. C'est sans doute ce que les Britanniques pensaient aussi, disons, vers l'an mil neuf cent. Ce qu'ils n'avaient pas prévu, ce sont les deux guerres mondiales, la première et la seconde, qui ont accéléré la chute de l'Empire britannique entre mil neuf cent trente-trois et mil neuf cent soixante-dix-huit. Ce qui devait être un processus lent s'est brusquement accéléré. Je pense qu'on devrait comprendre les guerres américaines du vingt et unième siècle de la même manière.

Ce sont des chocs qui accélèrent simplement ce qui était déjà en train de se produire. Et pour donner une idée du pourquoi et du comment ça fonctionne : le pétrole, qui s'achetait et se vendait partout dans le monde en dollars... c'était un accord conclu à l'époque par le président Nixon et son conseiller Henry Kissinger avec l'Arabie saoudite, dans les années soixante-dix, quand c'était le premier producteur de pétrole au monde. Cet accord a créé ce qu'on appelle le système du pétrodollar. Du coup, le monde entier avait besoin de dollars pour acheter du pétrole. Si votre système énergétique reposait sur le pétrole — et c'était le cas de tous les pays — vous aviez forcément besoin de dollars, parce que c'était la monnaie utilisée pour acheter le pétrole dont vous aviez besoin. Alors tout le monde gardait une réserve de dollars, dans sa banque centrale, dans les banques locales, dans ses comptes.

Et pourquoi est-ce que c'était important ? Parce que si vous avez des dollars que vous devez utiliser, vous devez les garder pour qu'ils soient disponibles quand vous en aurez besoin. Mais garder un dollar, ça ne rapporte rien. C'est juste un bout de papier vert. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On le prête au gouvernement des États-Unis, et à la place, on détient des bons du Trésor — en gros, des reconnaissances de dette du gouvernement américain. Ces titres disent au détenteur : vous nous

avez prêté, disons, dix millions de dollars. Merci. Nous vous rembourserons à telle date, et nous vous verserons des intérêts deux fois par an d'ici là. C'est comme ça qu'ils détiennent des dollars, parce qu'ils en ont besoin pour commercer le pétrole. Mais regardez l'avantage pour les États-Unis. L'une des raisons pour lesquelles ce pays peut se permettre de fonctionner avec des déficits — c'est-à-dire que le gouvernement dépense plus d'argent qu'il n'en perçoit en impôts.

Il ne peut le faire que s'il peut emprunter cet argent. Sinon, il ne peut pas dépenser plus que ce qu'il perçoit en impôts. S'il ne pouvait pas emprunter, il devrait nous prendre cet argent à travers des impôts plus élevés. C'est pour ça qu'il peut baisser les impôts pour vous, pour moi, et pour les entreprises américaines, parce que le monde entier cherche à placer son argent dans les bons du Trésor américain. C'est en fait une subvention au gouvernement des États-Unis. J'irais même jusqu'à dire que la plupart des guerres que nous avons menées — réfléchissez-y avec moi — la plupart de ces guerres, le gouvernement n'aurait jamais augmenté les impôts pour les financer. Vous savez pourquoi ? Parce que l'opposition à la guerre aurait été dix fois plus forte que ce qu'on a déjà vu, si les gens avaient dû sortir des milliers de dollars de leur poche. Et on vient tout juste de passer le quinze avril.

Si, le quinze avril, on avait tous dû sortir mille ou deux mille dollars de plus pour payer la guerre, tu crois qu'elle aurait continué ? Pas une seconde. Mais notre gouvernement n'a pas eu besoin de faire ça. Il a pu emprunter pour financer les guerres qui protégeaient tout ce système et le faisaient tourner. Alors, quand des pays décident, comme Krugman l'a justement remarqué, que même s'ils sont alliés des États-Unis, ils ne vont pas rester coincés avec une monnaie qui ne fait plus le travail, ils passent du dollar au yuan. Parce que pendant que l'empire américain décline, la puissance et le rôle de la Chine dans le monde, eux, ne cessent de monter. Et le monde entier réagit à ça, tout comme il réagit à la fermeture du détroit d'Ormuz.

#Danny

Oui, et c'est de plus en plus évident. On entend maintenant, dans les grands médias, parler de la bulle de l'intelligence artificielle, par exemple, et du fait qu'il y a aujourd'hui un énorme déplacement d'attention vers l'IA, au point que l'économie américaine et l'administration des États-Unis — le régime américain, si on peut dire — négligent complètement tous les autres aspects de l'économie. Et on le voit très clairement dans les propos de Donald Trump lui-même, avec la loi sur l'accessibilité au logement qui est en train d'avancer au Congrès. Voici comment il a réagi à ce sujet.

#Donald Trump

On entend beaucoup dire : « On va faire baisser les prix de l'immobilier. » Moi, je ne veux pas faire baisser les prix. Je veux qu'ils montent.

#Danny

Donc, il veut des prix de l'immobilier encore plus élevés que ceux qu'on a déjà aux États-Unis, et c'est comme ça qu'il voit ce projet de loi.

#Speaker 1

Quels sont vos projets pour la loi sur le logement, Monsieur le Président ? Je ne sais pas. Franchement, je pense que c'est tellement secondaire comparé à la loi « Sauver l'Amérique ».

#Danny

Donc, c'est sans importance. Il y a tellement de preuves, d'abord, que l'économie elle-même, et ceux qui sont censés la diriger, ou au moins participer à sa gestion, ne s'intéressent pas à cette partie de l'économie. En revanche, ils s'intéressent beaucoup au détroit d'Ormuz. Toute la guerre contre l'Iran se concentre maintenant sur cette voie maritime, qui longe les côtes iranienne et omanaise. Qu'est-ce que ça nous dit ? Que ces questions, celles qui concernent les gens ordinaires aux États-Unis, en dehors des millionnaires, sont complètement négligées. Et maintenant, toute l'attention est tournée vers les prix du pétrole, le détroit d'Ormuz, et cette guerre qui bouleverse l'économie mondiale.

#Richard Wolff

Bon, je vais te répondre, Danny, d'abord en réagissant à ton extrait de Donald Trump. Et là, je vais enfiler ma casquette un peu métaphysique d'économiste professionnel pour dire que, quand on écoute le président, on se dit que dans un cours d'économie, il ne s'en sortirait pas très bien. Et je dis ça aussi poliment que possible. Voyons un peu ce qu'il a dit. Il ne veut pas que les prix de l'immobilier baissent. Or, évidemment, la majorité des gens le souhaitent, parce qu'ils veulent pouvoir acheter une maison à un prix abordable. Lui, il préférerait que les prix montent. Mais qui a intérêt à ça ? Ceux qui construisent et vendent les maisons. Eux, ils veulent vendre plus cher. Ceux qui achètent, eux, veulent payer moins. C'est le problème de tous les marchés dans un système de marché. Il ne comprend pas comment tout ça fonctionne.

Il a parlé avec les gens qui construisent des logements. L'homme qu'il a nommé à la tête du renseignement, monsieur Pulte, est un promoteur immobilier, l'un des plus grands des États-Unis — Pulte Homes. Lui, il veut des prix plus élevés. Et il ne se contente pas de le vouloir, il nous fait du chantage, du vrai chantage capitaliste. Il dit au président, et à travers lui à nous tous : « Vous voulez que je construis des maisons ? Alors rendez ça intéressant pour moi. Faites monter les prix, et là, je construirai. » Oui, on lui répond, mais dans ce cas, plus personne ne pourra se les payer. Alors, comment on résout ce problème ? Eh bien, j'ai une idée. On pourrait faire comme dans d'autres pays. Le gouvernement devrait dire aux promoteurs : « Soit vous construisez des logements abordables, soit l'État entrera en concurrence avec vous — et il le fera. »

Parce que notre rôle, en tant que gouvernement de tous les citoyens, c'est de faire ce qu'ils veulent. Et la plupart d'entre eux, ce sont des acheteurs de maisons. Ils veulent des prix plus bas, et c'est ce

qu'on va leur donner : des maisons à des prix plus bas. Nous, on n'a pas besoin de faire du profit, parce qu'on est le gouvernement. Vous, oui. Alors vous pouvez construire des maisons pour les riches ; nous, on construira des maisons pour tous les autres. « Oh non ! » disent les entreprises, « on ne veut pas de concurrence de la part du gouvernement, parce que sinon tout le monde comprendra comment on a arnaqué les gens. » C'est ça, le fond du problème. On se fait avoir. On nous dit : « Si vous n'avez pas assez d'argent, on ne construira pas de maisons pour vous. » Et si vous trouvez cet argument raisonnable, faites très attention, parce que la prochaine étape, ce sera la nourriture et les vêtements. C'est exactement la même logique. « Ah, vous voulez acheter de la bonne nourriture ? »

Ici, vingt dollars la livre de bœuf haché. Vous voulez qu'on vous fasse du bœuf haché, n'est-ce pas ? Eh bien, il faut que ça vaille le coup pour nous. Voilà le problème d'un système capitaliste. Et quand ce système capitaliste commence à s'effondrer, comme c'est le cas du nôtre, tout ça devient plus évident, et plus dur dans la façon dont ça nous touche. C'est exactement ce qu'on voit autour de ce projet de loi sur le logement, par exemple. Si on regarde les chiffres, c'est frappant, Danny. Depuis vingt, vingt-cinq ans, le prix du logement a augmenté bien plus vite que les revenus, les salaires, et les traitements. Résultat : des gens sont exclus du marché du logement, année après année. Alors, quand M. Trump dit que ça ne l'intéresse pas, tout ce que ça montre, si vous aviez encore besoin d'une preuve, c'est qu'il n'est pas le président des États-Unis. Il est le président de ceux qui financent ses campagnes.

#Danny

Comment vont réagir, ou comment réagissent déjà, les personnes qui financent ses campagnes, maintenant qu'il est devenu évident que les conséquences de la guerre en Iran, du conflit en Ukraine, et bien sûr de l'empire américain — à la fois sur le plan militaire et sur le plan de la coercition économique — ne sont plus seulement inefficaces, mais qu'on pourrait même dire qu'elles freinent la situation économique globale et le développement des États-Unis ? Comment vont-ils continuer à réagir face à cette évolution, et comment réagissent-ils en ce moment ?

#Richard Wolff

Eh bien, je dois reconnaître quelque chose au président. Vraiment. Je le pense sincèrement. Il a trouvé un moyen — et certains de ses prédécesseurs aussi, d'ailleurs — de faire à peu près tout ce qu'il veut, simplement en gardant les dix pour cent les plus riches des Américains satisfaits de lui. Ces dix pour cent-là, les plus riches, possèdent environ quatre-vingts à quatre-vingt-cinq pour cent des actions cotées à la Bourse de New York. Alors il sait qu'il doit les garder contents. S'il y parvient, le reste leur importe peu. Est-ce qu'il veut ramener la suprématie blanche ? Est-ce qu'il veut ramener la misogynie ? Est-ce qu'il veut supprimer les protections des travailleurs ? Est-ce qu'il veut réduire le ministère de l'Éducation au point que nos écoles et nos universités ferment ?

Ils s'en fichent. Est-ce qu'ils sont d'accord avec ça ? Non. Mais ils ne s'en soucient pas assez, et surtout, ils ne veulent pas arrêter la machine à fric. Et cette machine à fric, c'est quoi ? C'est la

Bourse. La Bourse continue de grimper pendant que ces gens achètent et revendent des actions entre eux, ce qui fait monter les prix. Et si vous vous demandez comment tout ça fonctionne, voilà la réponse. Depuis une trentaine d'années, le gouvernement des États-Unis a imprimé beaucoup plus d'argent, injecté beaucoup plus de liquidités dans l'économie, à une échelle qu'on n'avait jamais vue auparavant. Ça a poussé beaucoup de gens, très inquiets en voyant ces chiffres, à dire : « C'est dangereux. On va avoir une inflation terrible. » Eh bien, on n'a jamais eu d'inflation terrible. On en a eu une, oui, mais pas particulièrement grave. On a déjà connu pire.

D'autres pays ont connu bien pire. Alors, pourquoi n'a-t-on pas eu ce genre d'inflation ? Je parle du prix de l'essence, des œufs, du bœuf, du lait, du logement. Oui, les prix ont augmenté, mais on n'a pas eu une inflation folle. Parce qu'une grande partie de l'argent n'est jamais allée dans la production de biens et de services pour vous et moi, là où ça aurait pu faire grimper les prix. Cet argent est allé en bourse. Et une inflation sur les marchés financiers, c'est exactement ce que veulent les dix pour cent les plus riches. Plus les actions montent, plus ils se sentent riches. Ce n'est pas un problème pour eux, c'est une vertu. Monsieur Trump, ou ses porte-parole, pointent sans arrêt la bourse. Pourquoi ? Parce que c'est l'une des rares choses qui montent.

Ils évitent soigneusement de vous dire que, quand la Bourse va bien, c'est une bonne nouvelle seulement pour les dix pour cent qui possèdent tout. Les autres, les quatre-vingt-dix pour cent restants, la plupart n'ont aucune action. Et ceux qui en ont, c'est, vous savez, quatre actions de General Motors que leur grand-mère leur a laissées en héritage. Mais l'essentiel de la propriété des actions, c'est dans les mains des dix pour cent du haut. Eux, ils sont très contents, et ce sont eux qui maintiennent M. Trump au pouvoir. S'il ne s'occupait pas d'eux en priorité, il ne serait pas là. Et si vous en doutez, laissez-moi vous rappeler une chose : le tout premier acte, et le plus important, qu'il a accompli lors de son premier mandat, de deux mille seize à deux mille vingt, c'est d'avoir fait voter, en décembre deux mille dix-sept, une loi fiscale. C'était la plus grande baisse d'impôts de toute l'histoire des États-Unis pour les riches et pour les grandes entreprises.

Pendant son deuxième mandat, celui qu'il est en train de faire maintenant, quelle a été sa priorité numéro un ? Eh bien, souvenez-vous, il y a quelques mois, cette grande et belle loi sur les impôts ? Oui, encore une grosse baisse d'impôts. Il a pris soin de ces gens-là. Alors, où est passé l'argent que ces entreprises et ces riches n'ont plus eu à payer en impôts ? Réponse : dans la Bourse. Ils ont pris leurs économies d'impôts et ont fait grimper la valeur de leurs portefeuilles d'actions. Ces riches-là rient tout le long du chemin jusqu'à la banque, et ils ne trouvent rien à redire à M. Trump, peu importe à quel point son comportement peut sembler fascinant, parce qu'il s'est occupé d'eux.

#Danny

Oui, très bien. Excellents arguments, professeur Wolff. Alors, il y a une théorie qui circule, et j'aimerais que vous la décortiquiez — la démontrer si elle doit l'être, ou la confirmer si elle mérite de l'être. Cette théorie dit que les personnes dont vous parlez, les ultra-riches, les super-riches, les grands capitalistes, eh bien certains pensent que, vu les événements liés à la guerre en Iran, vu ce

qu'on observe sur les marchés de l'énergie, tout cela ressemble davantage à une démolition contrôlée qu'à un simple déclin économique ou à l'effondrement d'un empire. Autrement dit, cette dynamique que vous venez de décrire, où les super-riches s'en mettent plein les poches grâce aux actions et à tout le reste, certains affirment que c'est une tendance économique mondiale, où, notamment dans le secteur de l'énergie, on détruit pour en tirer profit.

Et je me demande, vous, comment vous voyez ça... non seulement pour le profit, mais aussi pour s'emparer du contrôle des marchés de l'énergie ? Et je me demande comment, selon vous, tout cela va évoluer, compte tenu de la situation économique mondiale. On observe ce ralentissement dont vous parlez souvent, ici et ailleurs. On voit toutes ces contradictions énormes. Et puis, bien sûr, on a les plus riches qui deviennent encore plus riches, malgré cette dynamique de chaos et de crise qui s'installe derrière.

#Richard Wolff

Eh bien, c'est un peu une évidence sur le marché boursier, par exemple : si on sait comment jouer le jeu, on peut gagner autant d'argent quand les actions baissent que quand elles montent. Autrement dit, si on sait comment ça marche, on peut vendre une action pour une livraison à une date future, en pariant qu'à ce moment-là, elle coûtera beaucoup moins cher qu'aujourd'hui. Donc, on la vend maintenant, à un prix élevé, en promettant de la livrer plus tard, quand on pourra la racheter à un prix bien plus bas. On peut faire une vraie fortune comme ça, et il y a beaucoup de gens à Wall Street qui s'y emploient. Gagner de l'argent, ce n'est donc pas seulement une question de hausse permanente.

C'est être en position d'en profiter quand ça monte, et aussi d'en profiter quand ça descend. Et ça, très franchement, les gens qui n'ont pas beaucoup d'argent et qui ne peuvent pas se payer les bons conseillers, ils ne peuvent sans doute pas le faire. Mais je dirais que les ultra-riches, eux, ne s'en préoccupent pas. Ils gagnent de l'argent, que ça monte ou que ça baisse. Et je vais vous donner deux exemples. Voici le premier : à partir des années soixante-dix, les grandes entreprises américaines, menées par exemple par General Motors — qui, à cette époque, dans les années soixante-dix, était notre plus grande et sans doute notre entreprise la plus prospère.

Ils ont compris qu'ils pouvaient faire beaucoup plus de profit qu'à Detroit, simplement en quittant Detroit. En organisant la production de pièces détachées et même de voitures entières ailleurs, là où les salaires étaient bien plus bas, où les impôts étaient moins élevés, et où ils pouvaient vendre leurs produits sur place, au même prix ou même plus cher que ce qu'ils gagnaient aux États-Unis. Alors ils sont partis. En mille neuf cent soixante-dix, la population de Detroit approchait les deux millions d'habitants. Aujourd'hui, elle tourne autour de six cent mille. La majorité des gens qui travaillaient dans les usines automobiles de General Motors, Ford, Chrysler et les autres sont partis. Ils ont perdu leur emploi, leur maison, ils ont dû arracher leurs enfants à l'école, et ils sont allés on ne sait où... souvent pour revivre la même chose ailleurs.

Et aujourd'hui, notre industrie automobile n'est plus qu'une ombre de ce qu'elle était autrefois. Est-ce que ces gens regrettent le déclin de Detroit ? Bien sûr que oui. Ce sont leurs usines qui sont restées vides là-bas. Ce sont leurs parkings où les mauvaises herbes poussent à travers le bitume. Ce sont eux qui ne font plus partie des grandes entreprises américaines. Mais ils ont gagné énormément d'argent en délocalisant en Chine. C'est en Chine que General Motors vend aujourd'hui la plupart de ses voitures. C'est aussi là que GM en fabrique beaucoup — celles qui ne sont pas produites au Mexique, au Canada ou ailleurs. Autrement dit, ces gens ont profité financièrement du déclin du capitalisme américain.

Monsieur Peter Thiel, l'un des milliardaires de la Silicon Valley, a récemment reconnu — parce qu'il a été pris sur le fait — avoir déménagé sa résidence, sa femme, sa famille, ses enfants, de cette région de Californie, la Silicon Valley, au sud de San Francisco, vers São Paulo au Brésil... ou peut-être en Argentine, l'un de ces pays d'Amérique latine où il se sent plus en sécurité. Très bien, il vous le dit clairement : je prends mon argent, je prends ma fortune, et je pars ailleurs. Je n'ai aucun engagement envers les États-Unis. Bien sûr, si vous m'invitez le quatre juillet, je ferai le même discours et j'agiterai le drapeau. Mais moi, je vais là où est l'argent, exactement comme les grandes entreprises britanniques.

Écoutez, laissez-moi vous donner un exemple frappant. Plus tôt cette année, il y a eu des réunions, je crois à Washington, peut-être à New York. D'un côté, un groupe de responsables américains. De l'autre, les dirigeants du groupe Volkswagen, en Allemagne. C'est l'une des cinq plus grandes entreprises d'Europe, en Allemagne, qui produit les Volkswagen, les Porsche, les Audi, toutes les grandes marques automobiles du pays. Une véritable puissance industrielle. Vous savez de quoi ils parlaient ? De la possibilité de transférer leur entreprise aux États-Unis. Est-ce qu'on leur offrirait assez d'incitations, assez de terrains ? Voilà, tout est là. C'est ça, leur état d'esprit. Ils ne sont pas freinés par un quelconque attachement patriotique.

Est-ce qu'il y en a quelques-uns, oui, sans aucun doute. Et ils vont vous expliquer pourquoi. Il faut faire le maximum de profit pour survivre dans ce secteur. Si on ne fait pas assez de profit, eh bien, on ne pourra pas tenir. General Motors a dit que si on était restés aux États-Unis, on serait dans une situation bien pire qu'aujourd'hui. Heureusement, on a déménagé en Chine au bon moment. Écoutez, si vous voulez du capitalisme, vous l'avez. Mais c'est amusant seulement quand le capitalisme est en phase de montée. Ce n'est plus amusant quand il redescend... sauf si vous êtes assez riche pour gagner de l'argent aussi bien quand ça monte que quand ça descend. Et les grandes entreprises, c'est exactement ce qu'elles savent faire. Mais vous et moi ? Non.

#Danny

Oui, et peut-être que, dans les cinq à sept dernières minutes qu'il nous reste, professeur Wolff, vous pourriez parler du fait qu'on assiste aujourd'hui à la montée de l'Iran. Avant cela, on a vu, et on voit encore, la montée de la Chine, et même celle de la Russie, qui devient de plus en plus une puissance économique, politique et militaire à l'échelle mondiale. On a l'impression qu'il y a un déplacement du

pouvoir, à la fois économique et militaire, vers l'Est. Comment tout cela se répercute-t-il sur l'économie américaine, surtout quand, comme vous venez de le dire, elle repose sur ces individus ultra-riches ?

Oui, ces monopoles, ces grandes entreprises qui regardent tout ça, à mon avis, d'une manière très préoccupante, sont donc tout à fait prêtes à... elles le font toutes... à investir dans les mécanismes de la guerre, par exemple dans le complexe militaro-industriel. Elles le font toutes. Elles ont toutes d'importants investissements dans ce complexe militaro-industriel, ce qui veut dire qu'elles cherchent évidemment, comme vous l'avez dit, à en tirer profit, mais aussi à faire en sorte que les escalades jouent en leur faveur. Mais comment ça va se passer ? Et d'ailleurs, comment ça se passe déjà, je devrais peut-être demander ?

#Richard Wolff

Eh bien, j'ai bien peur que ce que j'ai à vous dire soit un peu déprimant. D'un autre côté, si vous ne voulez pas entendre ce qui se passe vraiment, vous pouvez toujours allumer la télé ou la radio, ici aux États-Unis. Là, vous entendrez une autre histoire, beaucoup plus rassurante, où tout semble aller pour le mieux, comme si tout était parfaitement sous contrôle. Mais je vous le dis tout de suite : ce n'est pas le cas. Alors, laissez-moi vous expliquer. En ce moment, comme vous l'avez dit, il y a un déplacement vers l'Est, vers l'Asie. Et ce que ça veut dire, c'est que les États-Unis, qui ont été pendant la plus grande partie du siècle dernier une sorte de modèle — l'endroit où, enfin, j'exagère un peu, mais vous voyez ce que je veux dire — l'endroit où les gens vivaient confortablement, où tout le monde avait une maison, une voiture, pouvait partir en vacances, et ainsi de suite... Ce modèle qu'on voulait reproduire, copier, envier, tout ça.

Tout le monde a appris à porter des jeans, tout le monde, et ainsi de suite. Le dernier gadget venu de la Silicon Valley, c'était le type de téléphone qu'il fallait absolument avoir, ou le type de Wi-Fi qu'il fallait utiliser, et ça n'en finissait pas. Tout ça est en train de disparaître. La Chine rattrape les États-Unis gadget par gadget, y compris dans tout ce qui touche à l'intelligence artificielle, à l'IA générative, à toutes les dernières innovations. Les Chinois égalent ou font mieux. Et ça ne va pas s'arrêter. En fait, ça va empirer, pas s'améliorer. Ce sera de plus en plus la Chine, et c'est nous qui allons devoir rattraper, parce qu'eux, ils ont déjà rattrapé, et le monde entier le voit. Et à mesure que l'écart entre les riches et les pauvres se creuse — et je veux vraiment insister là-dessus —, on retrouve un phénomène typique de tous les empires en déclin : quand un empire décline, ceux qui sont riches et puissants à l'intérieur sont les mieux placés pour conserver leur niveau de vie élevé.

C'est exactement ce qu'on voit avec les dix pour cent les plus riches qui jouent avec la Bourse. Ils gardent leur immense fortune. Mais ça veut dire que le coût du déclin... qui va le supporter ? Eh bien, c'est vous. Vous, qui ne pouvez plus vous payer votre logement. Vous, qui ne pouvez plus aller à l'université, ou seulement en vous endettant à un niveau tel que vous ne prendrez jamais votre retraite. Les signes sont partout, il suffit de regarder. Mais voilà le problème : on n'en est pas encore là. On n'en est pas encore au moment de regarder les choses en face. Dans ce pays, aux États-Unis,

on en est encore au stade du déni. C'est un syndrome psychologique : quelque chose vous fait peur, et au lieu d'essayer de comprendre, au lieu d'élaborer une stratégie... non, non, non.

En disant simplement que ça n'existe pas. En insistant : « Qu'est-ce que tu veux dire, déclin ? Regarde la Bourse, elle monte. » Oui, bien sûr, elle monte. Mais ça n'a strictement rien à voir. Je t'ai déjà expliqué pourquoi ça se produit. C'est le symptôme d'une société complètement dérégulée. On l'a tous vu la semaine dernière, Danny, quand on a annoncé que l'homme le plus riche du monde, Elon Musk — un homme avec trois ou quatre cents milliards de dollars de fortune —, en jouant avec le système capitaliste et la Bourse, était devenu encore plus riche. Il est maintenant le premier trillionnaire de la planète. Alors, quel genre de système économique se vante d'avoir rendu encore plus riche celui qui était déjà le plus riche ? De lui avoir ajouté plusieurs centaines de milliards de dollars qu'il ne pourrait même pas dépenser de toute façon.

Il n'avait que trois cents milliards avant, simplement parce qu'il est assis sur une fortune qui ne fait que se multiplier. Si cet argent avait été utilisé pour aider la majorité des Américains, ils pourraient avoir un logement. Ils pourraient avoir de la nourriture bon marché. Ils pourraient avoir tout ce dont ils ont besoin. Et lui, il vivrait dans une communauté bien plus calme, plus heureuse, plus épanouie. Mais à la place, les gens n'auront pas assez à manger, pas de soins de santé suffisants, pas l'éducation universitaire dont ils ont besoin. Pourquoi ? Pour que l'homme le plus riche devienne encore plus riche. C'est au-delà de l'indécent. Permettez-moi le mot. Ce n'est pas durable. C'est aussi insoutenable que tout ce que nous faisons subir à notre climat physique et naturel. Et savoir laquelle de ces crises va nous exploser au visage en premier, je n'en ai aucune idée, et personne d'autre ne le sait non plus.

#Danny

Oui, je pense qu'on peut s'arrêter là-dessus. Je veux dire, un des plus grands signes du déni, c'est aussi de projeter sur ses soi-disant adversaires, ceux qu'on voit émerger autour de soi, et de les qualifier à la fois de faibles et de terrifiants, dangereux... comme on le voit souvent avec la Chine, l'Iran, la Russie, et ainsi de suite. Alors, sur ce, je veux m'assurer que vous sachiez — et merci à Guita Jim Burke pour le super sticker — je veux que vous sachiez que vous pouvez retrouver toutes les informations sur le professeur Wolff, où le trouver, dans la description de la vidéo ci-dessous. Après l'émission, je mettrai le lien vers Democracy at Work, la chaîne YouTube, ainsi que le site web. Et n'oubliez pas de cliquer sur le bouton "J'aime" avant de partir, ça aide vraiment à faire connaître l'émission. Demain, je serai de retour à quatorze heures, heure de la côte Est. Soyez au rendez-vous pour ouvrir le mois de juillet. D'abord, est-ce que tu veux dire quelque chose avant qu'on se quitte ?

#Richard Wolff

Non, je voulais simplement vous dire toute ma reconnaissance, en tant que l'un des nombreux membres de votre public, pour tout ce que vous faites et pour les programmes que vous nous proposez. C'est plus important que jamais, chez nous, aux États-Unis. Alors je voulais que vous sachiez à quel point nous vous apprécions.

#Danny

Merci beaucoup pour ça. N'oubliez pas de mettre un petit « j'aime » avant de partir. Je mets en ce moment les liens dans la description de la vidéo pour retrouver le professeur Wolff. Vous y trouverez aussi tous les moyens de soutenir cette chaîne. On se retrouve demain, à quatorze heures, heure de la côte Est, pour commencer le mois de juillet. Et d'ici là, à bientôt !